



Guyana

CARAIBES

CARIBBEAN

214 970

834 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
€ 559 (1996)

Importations européennes
en provenance de...
€ 189 653 300
(1997)

Sucres de canne 55%

Exportations européennes
vers...
€ 79 125 780 (1997)

Service de la dette /
exportations
na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
1% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire
94% (1997)
secondaire
73,4% (1996)

Taux d'urbanisation
37% (1997)

Les politiques économiques ineptes des années 1970 et 1980 ont mené à une baisse dans les secteurs productifs et à une récession prolongée avec l'un des plus grands endettements par habitant parmi les pays en voie de développement. Depuis le début des années 1990 le pays s'est embarqué sur un programme de reprise à la fois en termes politiques et économiques, qui est en grande partie soutenu par la Communauté internationale de donateurs.

Sous le deuxième protocole financier de Lomé IV, la réadaptation de l'infrastructure économique et sociale est resté la priorité principale de la coopération au développement de l'UE y sont consacrés 85% à 90% du € 32 million le programme indicatif national.

Dans l'objectif général de reconstituer et améliorer la capacité de production du pays, la réadaptation des protections côtières, des systèmes d'approvisionnement en eau et du transport est le projet le plus élevé prioritaire.

La réadaptation des protections côtières revêt une importance essentielle pour la Guyane, puisque 90% de la population vit et travaille dans la plaine côtière, sur une superficie d'environ 10.000 km², approximativement 5% de la surface totale du pays. Les premières protections côtières ont été construites par les colons néerlandais dès 1730 comme système de digues. Cette phase du projet, d'une valeur de € 11,1 millions a contribué à la reconstruction de plusieurs parties de ces protections côtières qui étaient négligées. Le projet a été terminé avec succès en 1997.

Les autres projets d'envergure pour 1998 comprennent:

- Le nouveau système d'approvisionnement en eau d'Amsterdam avec un octroi de financement de € 4,5 millions qui devrait être achevé en l'an 2000
- Le pont de port Demerara avec un octroi de financement de € 8,4 millions devrait s'achever en l'an 2000
- Le système d'approvisionnement en eau Pouderoyen avec un octroi de financement de € 6,5 millions. Le composant principal de ce projet devrait être achevé d'ici l'an 2000.

En outre, en 1998, un nouveau programme d'ajustement structurel de € 5,29 millions a été approuvé.

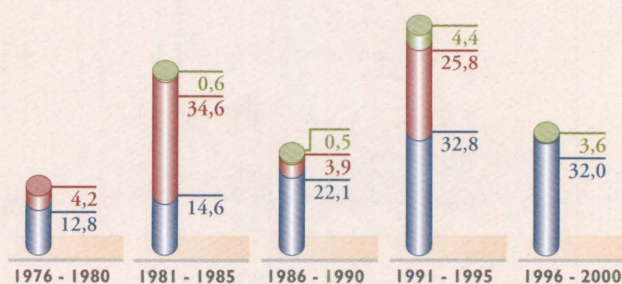
En 1999, une nouvelle phase importante de la valeur de réadaptation des protections côtières de € 20 millions doit être approuvée, et devrait se terminer dans 4 ans.

Au chapitre des autres projets importants à approuver pour 1995: un programme de diversification économique pour Linden, une ancienne zone minière en déclin, un appui au système de secteur privé et la construction de routes.

FED + budget

dotations en millions €
allocations in € million

- budget
- autres fed + bei
others fed + eib
- pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- transport et communications
transport and communications
- développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
- secteurs sociaux
social sectors
- ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support



Guyana



Economic indicators

GNP per capita
€ 559 (1996)

European imports from...
€ 189 653 300
(1997)

Cane-sugar 55%

European Exports to...
€ 79 125 780
(1997)

Debt service / exports
na/nd (1995)

Social indicators

Population growth rate
1% (1996)

Primary schooling rate
94% (1997)

Secondary schooling rate
73.4% (1996)

Urbanisation rate
37% (1997)

Inept economic policies in the 1970's and 1980's led to a decline in productive sectors and to a prolonged recession with one of the largest per capita debt burdens among developing countries. Since the early 1990's the country has embarked on a recovery programme in both political and economic terms, which is largely supported by the International Donors Community.

Under the second financial protocol of Lomé IV, rehabilitation of economic and social infrastructure has continued to be the main priority of the EU Development co-operation, with 85% to 90% of the € 32 million National Indicative Programme set aside for this.

Within the overall objective to restore and improve the production capacity of the country, the rehabilitation of sea defences, water supply systems and transport are the highest priority projects.

The Rehabilitation of sea defences is of vital importance for Guyana, since 90% of the population lives and works in the coastal plain, an area of around 10.000 km², roughly 5% of the country's total surface. The first sea defences were built by Dutch settlers as early as 1730 as a system of dykes. With € 11.1 million this phase of the project contributed in reconstructing several parts of such sea defences which had fallen into neglect. The project was successfully completed in 1997.

Other major ongoing projects with major activities in 1998 include:

- the New Amsterdam water supply System with a funding allocation of € 4.5 million which is expected to be completed in the year 2000
- the Demerara Harbour Bridge with a funding allocation of € 8.4 million expected to be completed in the year 2000
- The Pouteroyen Water supply system with a funding allocation of € 6.5 million. The main component of this project should be completed by the year 2000

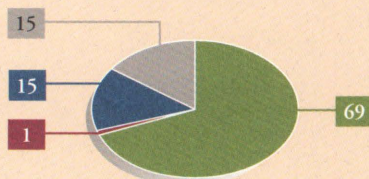
Furthermore, in 1998 a new programme of structural adjustment of € 5.29 million was approved.

In 1999, a new major phase of the sea defences rehabilitation worth € 20 million is due to be approved. Completion of this phase is estimated to be completed in 4 years.

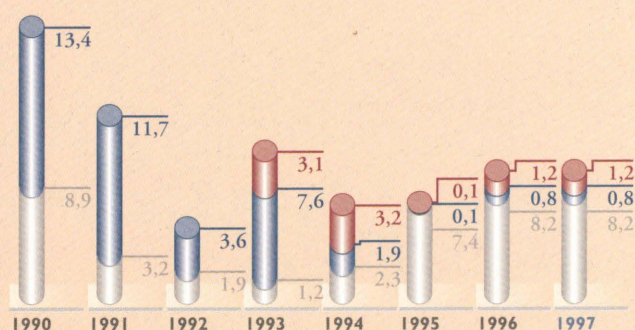
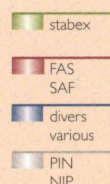
Other major projects to be approved in 1999 include an economic diversification programme for Linden, a former mining area in decline, support for the private sector scheme and roads construction.

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Haiti

CARAIBES

CARIBBEAN

KM²

27 750



7 180 296

Indicateurs économiques

PNB par habitant
€ 236 (1996)

Importations européennes
en provenance de...
€ 28 391 230 (1997)

Café 48%

Exportations européennes
vers...
€ 96 925 580 (1997)

Service de la dette /
exportations
45,2% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
1,6% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire
57% (1996)

secondaire
17,5% (1996)

Taux d'urbanisation
32% (1996)

Suite à l'embargo et à la période de dictature, la coopération avec Haïti n'a repris qu'en 1994, mis à part les opérations humanitaires. La stratégie initialement basée sur une approche d'aide d'urgence et de réhabilitation s'est progressivement transformée en un appui à des stratégies sectorielles à plus long terme. La situation en Haïti en 1998 était caractérisée de ce fait par la coexistence d'instruments de coopération multiples: lignes budgétaires, ajustement structurel, Stabex, FED, avec le souci de la complémentarité et la cohérence de ceux-ci.

L'année 1998 a vu la poursuite la mise en œuvre du Programme Indicatif 7ème FED (€ 106 millions) à un rythme élevé et plus particulièrement des projets de réhabilitation dans les domaines de l'agriculture, des infrastructures routières et de l'énergie où une évaluation externe a confirmé les résultats très positifs.

Sur ce même programme, on peut souligner l'appui à l'ajustement structurel dans les secteurs de la santé et l'éducation en cofinancement avec la Facilité d'Ajustement Structurel et le projet de réhabilitation de la route nationale 3 où malheureusement l'entreprise adjudicataire n'a pu respecter le rythme et les conditions contractuelles. Sur ce même PIN ont été engagées les études nécessaires à la mise en œuvre du Programme Indicatif 8ème FED (€ 148 millions) en ce qui concerne principalement les secteurs de concentration: infrastructures routières, agriculture et gouvernance.

Un fort soutien au secteur de la santé sur la ligne budgétaire «réhabilitation» s'est poursuivi également à travers un appui aux UCS (Unités Communautaires de Santé).




Dans le domaine agricole, la filière intrants/semences a reçu l'appui de la ligne budgétaire «sécurité alimentaire». Une partie du programme initial a dû néanmoins être bloquée dans l'attente des réformes nécessaires à mettre en œuvre préalablement par le gouvernement. La mise en œuvre de l'utilisation des fonds STABEX pour l'appui au filières café-cacao et l'appui institutionnel au Ministère de l'agriculture a également été poursuivie.

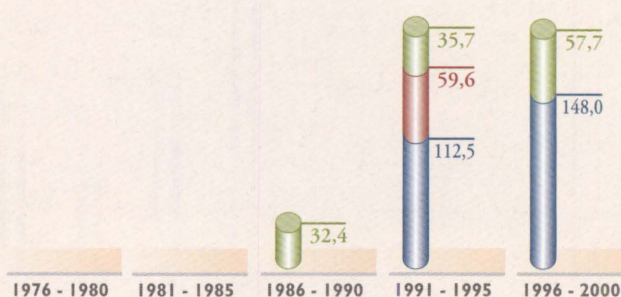
Enfin, comme par le passé, Haïti a continué à bénéficier fortement des lignes budgétaires «démocratie et droits de l'homme» et «cofinancement ONG».

En ce qui concerne la programmation pour l'année 99, trois projets seront proposés pour une décision de financement 8ème FED en début de l'année. Ce sont les projets de développement rural en zones centre et sud (€ 23 millions), l'appui à la gouvernance dans le secteur de l'éducation (€ 4,2 millions) et le programme d'appui à l'ajustement structurel (€ 21,3 millions). L'instruction des autres projets que ce soit en secteurs de concentration (gouvernance santé/justice, infrastructures routières et irrigation) où en dehors de ceux-ci (secteur privé, culture,...) se poursuit.

FED + budget

dotations en millions €
allocations in € million

-  budget
-  autres fed + bei
others fed + eib
-  pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



-  développement rural/pêche
rural development/fishing
-  transport et communications
transport and communications
-  développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
-  secteurs sociaux
social sectors
-  réhabilitation
rehabilitation



Haiti

H

Economic indicators

GNP per capita
€ 236 (1996)

European imports from...
€ 28 391 230
(1997)

Coffee 48%

European Exports to...
€ 96 925 580
(1997)

Debt service / exports
45.2% (1995)

Social indicators

Population growth rate
1.6% (1995-96)

Primary schooling rate
57% (1996)

Secondary schooling rate
17.5% (1996)

Urbanisation rate
32% (1996)

Co-operation as well as humanitarian operations were only re-established with Haiti at the end of 1994 as a result of the embargo and period of dictatorship. The strategy initially based on an emergency and rehabilitation aid approach transformed itself gradually into support for longer-term sectoral strategies. The situation in Haiti in 1998 was characterised consequently by the coexistence of multiple co-operation tools: budget headings, structural adjustment, Stabex, E.D.F., with the concerns of complementarity and the consistency of the latter. This co-operation was done in 1998 in a context of political crisis with a negligent government and a divided Parliament.

1998 saw the continuation of the high rhythm of implementation of the 7th E.D.F Indicative Programme (€ 106 million) and more particularly rehabilitation projects in the fields of agriculture, road transport infrastructures and energy where an external evaluation confirmed very positive results.

In this same programme, one can underline support for the structural adjustment of health and education sectors by co-financing with the Structural Adjustment Facility and the rehabilitation project of 'trunk road 3' where unfortunately the contracting company could not meet the deadlines as per the contract conditions. In this same NIP the studies necessary for the implementation of the 8th E.D.F Indicative Programme (€ 148 million) with regard to mainly the concentration sectors: road transport infrastructures, agriculture and governorship were committed.

Strong support for the health sector under the 'rehabilitation' budget heading also continued through the support for the Community Units of Health (CUH).

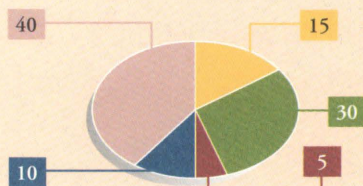
In the agricultural field, the input/seeds production received the support under the 'food security' budget heading nevertheless part of the initial programme had to be blocked whilst waiting for the necessary reforms to be implemented by the government. The implementation of the use of the Stabex funds for the support of the coffee-cocoa production and institutional support for the Ministry of Agriculture was also continued.

Lastly, as in the past, Haiti continued to benefit a great deal from the 'democracy and human rights' and 'NGO co-financing' budget headings.

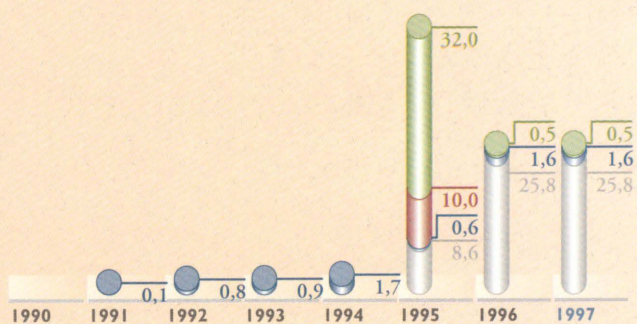
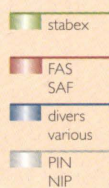
With regard to programming for 1999, three major programmes will be submitted for funding in the 8th EDF at the beginning of the year. These are the rural development projects in central and southern areas (€ 23 million), support for the governorship in the education sector (€ 4.2 million) and the supporting programme for structural adjustment (€ 21.3 million). Examination of the other projects in concentration sectors (health/justice governorship, road transport infrastructures and irrigation) or other sectors (private sector, culture, etc.) continues.

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Jamaica

CARAIBES

CARIBBEAN

KM²

10 990



2 530 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
€ 1 276 (1996)

Importations européennes
en provenance de...
€ 462 543 190 (1997)
Corindon artificiel 49%

Exportations européennes
vers...
€ 310 359 340 (1997)

Service de la dette /
exportations
17,9% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
0,8% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire
na/nd (1996)
secondaire
69,6% (1996)

Taux d'urbanisation
54% (1996)

La Jamaïque, démocratie parlementaire depuis son indépendance en 1962, est la 3^e plus grande île des Caraïbes. La dernière élection législative a eu lieu en décembre 1997. L'économie est fondée sur trois principaux secteurs: tourisme, bauxite et agriculture. Les indicateurs sociaux clés tels que les taux d'espérance de vie, d'instruction et d'alphabétisation enregistrent de tous scores.

La pauvreté et le crime restent les problèmes sociaux les plus urgents. Le gouvernement s'est engagé dans un programme national d'éradication de pauvreté en 1996.

La Banque Européenne d'Investissement (BEI) soutient activement l'économie de la Jamaïque (sur les prêts € 150 millions et les capitaux à risques). Différentes lignes budgétaires de la CE ont financé des projets dans les secteurs comme l'environnement, la sylviculture, les droits de l'homme, etc..

Sous Lomé IV (le premier protocole financier; le 7^{ème} FED), la majeure partie des fonds programmés est consacrée aux infrastructures, à l'environnement et au développement rural. Le PIN de € 49,7 millions inclut plusieurs projets sur l'eau et les eaux d'égout, les transports routiers, la promotion du commerce et de l'investissement, le développement rural et le crédit au secteur privé. L'appui aux réformes structurelles du pays s'est élevé à € 7,1 millions, y compris € 2,5 millions sous la facilité d'ajustement structurel (FAS) et plus de € 4.6 millions du PIN. Une contribution importante du SYSMIN de € 25 millions a été attribuée en 1994 pour la diversification économique.

Le PIN sous le protocole financier de Lomé IV deuxième (le 8^{ème} FED) affecte € 60 millions, qui seront concentrés sur la lutte contre la pauvreté et le développement des infrastructures.

Dans le passé, la BEI a contribué au financement des projets dans les secteurs portuaires et des PME d'énergie, de télécommunications, avec € 105 millions de ses ressources propres et € 50 millions sous forme de capitaux à risques.

En ce qui concerne le commerce, trois produits clés qui sont essentiels aux petits agriculteurs et les communautés rurales – des bananes, le sucre et le rhum – profitent des protocoles spéciaux de Lomé, qui garantissent l'accès préférentiel au marché européen.

Le système spécial d'aide aux producteurs traditionnels de bananes ACP introduit en 1994 aide à améliorer la productivité et la qualité dans l'industrie jamaïcaine (€ 10.8 millions).

Le budget de la CE finance des projets importants concernant l'environnement, notamment dans le domaine la protection du récif corallien et l'eau a jeté la gestion, et un certain nombre de ONG cofinçant des actions dans la lutte contre développement et la pauvreté communautaire.

En 1998, la coopération la UE-Jamaïque a continué de façon satisfaisante avec la mise en œuvre des projets en cours dans le domaine des infrastructures, la promotion commerciale, l'agriculture, le système d'égouts d'eau et les secteurs de l'approvisionnement en eau. De nouveaux projets dans le cadre du 8^{ème} FED le PIN ont été identifiés, évalués et financés, tel que la réadaptation de la route côtière du Nord, le programme de développement du commerce, le projet de réduction de demande de drogue, le programme de lutte contre la pauvreté, le projet de développement agricole à l'Est de la Jamaïque et le programme rural d'approvisionnement en eau, la 2^{ème} phase. En outre, d'autres sources comme les différentes lignes budgétaires, les ressources en SYSMIN et la facilité d'ajustement structurel ont été prises en considération.

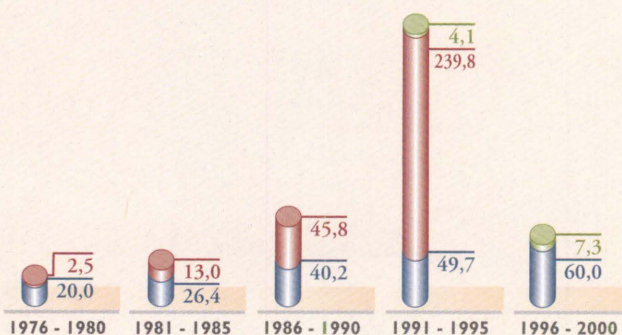
FED EDF + budget

dotations en millions €
allocations in € million

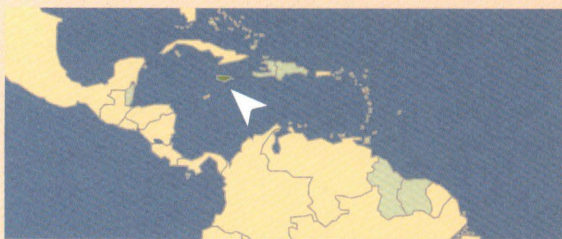
budget

autres fed + bei
others fed + eib

pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- développement rural/pêche
rural development/fishing
- transport et communications
transport and communications
- développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SMEs
- secteurs sociaux
social sectors
- ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support



Jamaica

J

Economic indicators

GNP per capita
€ 1 276 (1996)

European imports from...
€ 462 543 190
(1996)

Synthetic corundum
49%

European Exports to...
€ 310 359 340
(1997)

Debt service / exports
17.9% (1995)

Social indicators

Population growth rate
0.8% (1995-96)

Primary schooling rate
na/nd (1996)

Secondary schooling rate
69.6% (1996)

Urbanisation rate
54% (1996)

Jamaica is the third largest Caribbean island. Independent since 1962, it is a parliamentary democracy. The last general election took place in December 1997.

The economy is based on three main sectors: tourism, bauxite and agriculture. Jamaica scores well in key social indicators such as life expectancy, schooling and literacy rates.

Poverty and crime remain the most urgent social problems. The government embarked on a National Poverty Eradication Programme in 1996.

The European Investment Bank (EIB) is actively supporting Jamaica's economy (over €150 million loans and risk capital). Various EC budget lines have financed projects in sectors like environment, forestry, human rights, etc.

Under Lomé IV (first financial protocol, 7th EDF), the bulk of programmed funds are devoted to infrastructure, the environment and rural development. The NIP of € 49.7 million includes several projects in water and sewage, road transport, trade and investment promotion, rural development and credit support to the private sector. Support for the country's structural reforms amounted to € 7.1 million, including € 2.5 million under the Structural Adjustment Facility (SAF) and more than € 4.6 million from the NIP. A major Sysmin contribution of € 25 million was allocated in 1994 for economic diversification.

The NIP under Lomé IV second financial protocol (8th EDF) allocates € 60 million, which is to be concentrated on poverty alleviation and infrastructure development.

In the past, the EIB contributed to financing of projects in the energy, telecommunication, port and SME sectors, with € 105 million from its own resources and € 50 million in the form of risk capital.

As regards trade, three key products that are vital to small farmers and rural communities – bananas, sugar and rum – benefit from Lomé's special protocols, which guarantee preferential access to the European market.

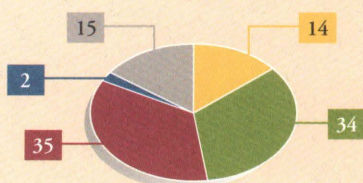
The special system of assistance to ACP traditional banana producers introduced in 1994 is helping to improve productivity and quality in the Jamaican industry (€10.8 million).

The EC budget is financing important environmental projects, notably in the area of coral reef protection and water shed management, and a number of NGO co-financing actions in community development and poverty alleviation.

In 1998, the EU-Jamaica co-operation continued satisfactorily with the implementation of on-going projects in the infrastructure, trade promotion, agriculture, water sewerage and water supply sectors. New projects under the 8th EDF NIP have been identified, appraised and financed, such as the rehabilitation of the North Coast Highway, the Trade Development Programme, the Drug Demand Reduction Project, the Poverty Alleviation Package, the Agricultural Development Project in East Jamaica and the Rural Water Supply Programme, 2nd phase. In addition, other sources such as different budget lines, Sysmin resources and the Structural Adjustment Facility have been taken into consideration.

FED
EDF

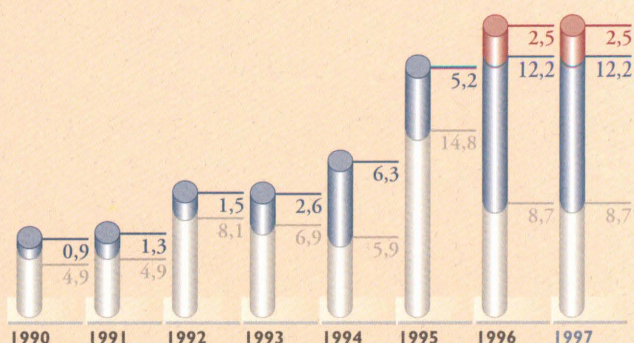
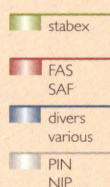
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Kenya

AFRIQUE DE L'EST ET
CORNE DE L'AFRIQUE

EASTERN AFRICA AND
HORN OF AFRICA

KM² 580 370

30 522 301

Indicateurs économiques

PNB par habitant
€ 260 (1996)

Importations européennes
en provenance de...

€ 818 571 170 (1997)

Café, thé 47%

Exportations européennes
vers...

€ 906 289 230 (1997)

Service de la dette /
exportations

25,7% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population

2,5% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire

95,1% (1996)

secondaire

22,7% (1996)

Taux d'urbanisation

30% (1996)

Suite aux élections de fin 1997 et au retour du Président Moi en fonction, le début de l'année 1998 a été marqué par les explosions de violence ethnique dans la Vallée du Rift, un bastion de l'opposition. Dans une déclaration le 29 janvier 1999, le Groupe Démocratique de Développement et la commission européenne ont réagi, exprimant leur inquiétude devant le nombre de victimes. Au mois de mai, les pays donateurs ont publié un communiqué regrettant que la police ait fait usage de violence pour disperser un rassemblement de parlementaires de différents partis. Tout au long de l'année, la scène politique a été marquée par les efforts engagés pour mener à bien la réforme électorale, les bailleurs de fonds encourageant la participation de toutes les parties intéressées dans les négociations. La Commission et les bailleurs de fonds se réjouissent d'avoir soutenu avec succès les efforts gouvernementaux visant à lutter contre la corruption, ainsi qu'à réduire et contrôler les dépenses.

La Commission a envoyé des condoléances au gouvernement kenyan et américain suite à l'explosion d'une bombe à l'ambassade américaine à Nairobi le 7 août 1998. A travers la Fédération internationale de la Croix Rouge, ECHO a débloqué € 75,000 pour venir en aide aux victimes.

L'enveloppe du Kenya s'élève respectivement pour les septième et huitième FED à € 140 millions et € 161 millions. Les services de la Commission utilisent toujours les fonds du 7ème FED, révisé en 1995. Il faut donc noter que les actions engagées en 1998 se sont concentrées sur les projets 7ème FED, notamment sur la finalisation d'une proposition € 80 millions pour la réadaptation d'une section du stratégique Corridor Nord, sur la route reliant Nairobi à Mombasa. Cette proposition inclut une contribution des Fonds régionaux de € 8 millions. Les conditions principales attachées à cette proposition sont l'application à la lettre des charges d'essieu par les autorités du Kenya et une garantie de l'entretien approprié du réseau routier; les services de la Commission travaillé longtemps avec les autorités du Kenya sur ces points. D'autres projets en cours 7EDF comprennent la santé, le commerce, KIPPRA (l'institut du Kenya pour la recherche et l'analyse d'ordre public), la gestion de portefeuille publique, le tourisme et l'aide à l'enseignement technique. Un programme de développement communautaire €12.5 million s'avère particulièrement réussi. Suite à tous ces efforts, à la fin de 1998, la dotation 7EDF était plus ou moins épuisée.

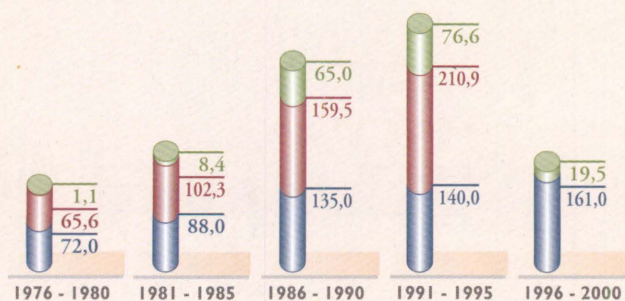
Un supplément à F.M.O sur l'utilisation de STABEX 1990 et 1991, ainsi qu'un F.M.O. pour un transfert de STABEX de 1992-3, a été signé en 1998, s'élevant avec intérêts presque à €100M. Les fonds de 1990 et de 1991 sont utilisés pour le programme de routes 2000 et pour l'électrification rurale. Selon les projections, les fonds de 1992-3 devraient principalement constituer des fonds fiduciaires pour aider le tourisme, le commerce, KIPPRA et la réforme semi-publique.

Pour 1999, le travail sera concentré sur la préparation des programmes 8EDF dans les secteurs prioritaires (les secteurs productifs et sociaux), sur certains plus petits projets se concentrant particulièrement sur la gestion économique et démocratique, et sur l'établissement des projets avec les fonds de STABEX.

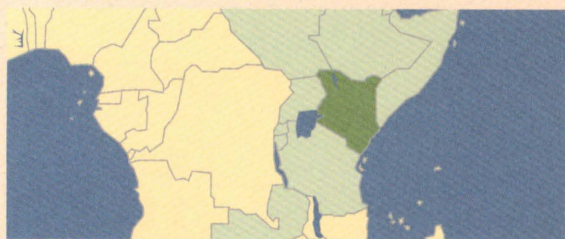
FED + budget

dotations en millions €
allocations in € million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (enveloppe for 5 years)



environnement
environment
développement rural/pêche
rural development/fishing
secteurs sociaux
social sectors
ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
autres
others



Kenya

K

Economic indicators

GNP per capita
€ 260 (1996)

European imports from...
€ 818 571 170
(1997)

Coffee, tea 47%

European Exports to...
€ 906 289 230
(1997)

Debt service / exports
25.7% (1995)

Social indicators

Population growth rate
2.5% (1995-96)

Primary schooling rate
95.1% (1996)

Secondary schooling rate
22.7% (1996)

Urbanisation rate
30% (1996)

Following elections at the end of 1997 and the return of President Moi to office, 1998 began with ethnic violence in the Rift Valley, an opposition stronghold. Members of the Democratic Development Group, including the Commission, issued a statement on 29 January 1999, expressing concern at the number of victims. A further statement made by donors regretting police violence in breaking up a meeting of MPs from various political parties was issued in May. Electoral reform has been one dominant factor in politics over the year, with donors encouraging all the various interested parties to negotiate. The Commission has also worked with donors to encourage the authorities to fight corruption and to reduce and control government spending, with some success.

The Commission sent condolences to the Kenya and U.S. Governments following the bomb explosion at the American Embassy in Nairobi on 7 August 1998. ECHO made available, through the International Federation of the Red Cross, some € 75,000 for victims of the blast.

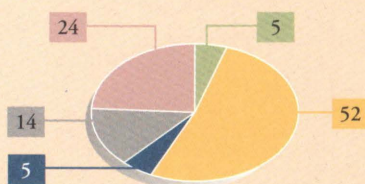
Kenya has some € 140 million under 7EDF and € 161 million under 8EDF. Since 7EDF was revised in 1995, the Commission services are still using those funds for projects. Work in 1998 therefore concentrated on 7EDF projects, notably on finalising a € 80 million proposal for the rehabilitation of a section of the strategic Northern Corridor road between Nairobi and Mombasa, which included a contribution from Regional funds of € 8 million. The principal conditions attached to this proposal are tough enforcement of axle loads by the Kenya authorities and a guarantee of adequate maintenance of the road system; the Commission services devoted much time to working with the Kenya authorities on these points. Other ongoing 7EDF projects include health, trade, Kenya Institute for Public Policy Research and Analysis (KIPPRA), public investment management, tourism and support to technical education. A € 12.5 million community development programme is proving particularly successful. As a result of all these efforts, the 7EDF allocation was more or less used up by the end of 1998.

An addendum to the F.M.O on the utilisation of STABEX 1990 and 1991, together with an F.M.O. for a 1992-3 STABEX transfer; were signed in 1998, amounting with interest to nearly € 100 million. The 1990 and 1991 funds are being used for the Roads 2000 programme and for rural electrification, whilst it is intended that the 1992-3 funds are principally to constitute trust funds to assist tourism, trade, KIPPRA and para-statal reform.

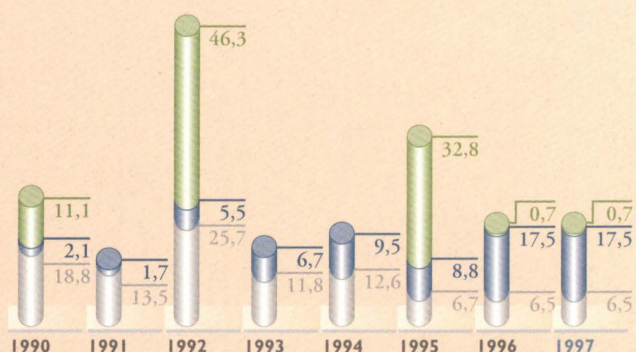
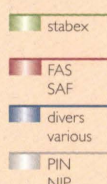
For 1999, work will be concentrated on preparing 8EDF programmes in the sectors laid down as priorities (the productive and social sectors), on some smaller projects concentrating particularly on areas such as economic and democratic governance, and on setting up projects with the STABEX funds.

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Kiribati

PACIFIQUE

PACIFIC

KM²

730



79 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant

€ 685 (1996)

Importations européennes en provenance de...

€ 293 420 (1997)

Fibres 41%

Exportations européennes vers...

€ 1 744 580 (1997)

Service de la dette / exportations

na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population

1,3% (1995-96)

Taux de scolarisation primaire

na/nd (1996)

secondaire

na/nd (1996)

Taux d'urbanisation

na/nd (1996)

Les communications et l'environnement sont les domaines de concentration du PIN du 8ème FED (€ 8,5 million), signé le 18 avril 1997.

Les PIN des 6ème et 7ème FED s'élèvent à € 6,5 millions et de € 6 millions. Dans le secteur productif, le principal projets en cours dans le cadre du 7ème FED est: – un programme de développement du varech: – pour le développement des ressources humaines, une formation pour le programme national de Kiribati: – les transports, un programme de développement d'infrastructures aéroportuaires (€ 1,2 million).

Les deux premiers programmes mentionnés progressent de façon satisfaisante. Le programme de développement de l'aéroport souffre de retards, mais la situation s'est améliorée en 1998.

En ce qui concerne le 6ème FED, 94 % du Programme Indicatif National ont été affectés au domaine de concentration des télécommunications. À la fin de 1998, le taux d'engagement primaire sous le PIN du 7ème FED a atteint 97% avec un taux de décaissement de 55%.

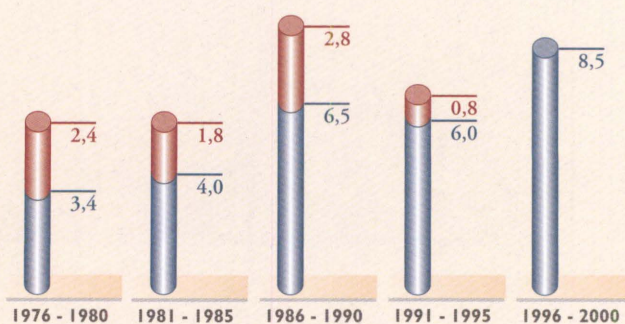
Kiribati a bénéficié des ressources du STABEX dans le cadre de Lomé III (€ 2,46 millions) et de Lomé IV (€ 876.443) pour compenser des déficits des exportations de coprah. Les ressources obtenues sont utilisées pour améliorer la production et la commercialisation de coprah.

Une évaluation récente d'un programme régional d'énergie solaire a constaté que l'élément de Kiribati présente de bonnes performances. Après 4 ans et demi, 95 % des installations – toutes sur les îles externes de Kiribati – continuent de fonctionner. Les installations sont si populaires qu'il y a des listes d'attente. Leur entretien est généralement bon. Le projet a même créé une petite industrie exportatrice. La gestion locale de la société d'énergie solaire est de qualité impressionnante et la gestion financière est saine. Le gouvernement de Kiribati et la Commission envisagent maintenant un projet complémentaire pour financer le PIN sur le 8ème FED pour Kiribati.

FED EDF + budget

dotations en millions €
allocations in € million

budget

autres fed + bei
others fed + eibpin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)

- environnement
environment
- développement rural/pêche
rural development/fishing
- transport et communications
transport and communications
- secteurs sociaux
social sectors
- autres
others



Kiribati **K**

Economic indicators

GNP per capita	€ 685 (1996)
European imports from...	€ 293 420 (1997)
Man-made filaments	41%
European Exports to...	€ 1 744 580 (1997)
Debt service / exports	na/nd (1995)

Social indicators

Population growth rate	1.3% (1995-96)
Primary schooling rate	na/nd (1996)
Secondary schooling rate	na/nd (1996)
Urbanisation rate	na/nd (1996)

The 8th EDF National Indicative Programme (€ 8.5 million) was signed on 18 April 1997 and sets out communications and environment as focal sectors.

Co-operation under the 6th and the 7th EDF provides for a National Indicative Programme of respectively € 6 million and € 6.5 million. The main ongoing projects under the 7th EDF are: – in the productive sector, – a seaweed development programme; – in the field of human resources development, a Training for Kiribati national programme; – in transport infrastructure, – an Airport Development Programme (€ 1.2 million).

The first two mentioned programmes are progressing well. The Airport Development Programme suffers delays, but the situation improved in 1998.

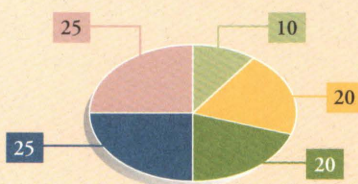
As far as the 6th EDF is concerned, 94% of the National Indicative Programme have been employed for the telecommunications focal sector. By the end of 1998 the primary commitment rate under 7th EDF NIP reached 97% with disbursements at 55%.

Kiribati has benefited from Stabex resources under Lomé III (€ 2.46 million) and Lomé IV (€ 876.443) to compensate for shortfalls of copra exports. The resources obtained are being used to improve copra production and marketing.

A recent evaluation of a regional solar energy programme found that the Kiribati component is performing remarkably well. After 4 1/2 years 95% of the installations – all on the outer islands of Kiribati – continue to function. The installations are so popular that there are waiting lists. Maintenance of the installations is generally good. The project has even created a small export industry. The local management of the Solar Energy Company is of impressive quality and financial management is sound. The Government of Kiribati and the Commission are now considering a follow-up project for financing from the 8th EDF NIP for Kiribati.

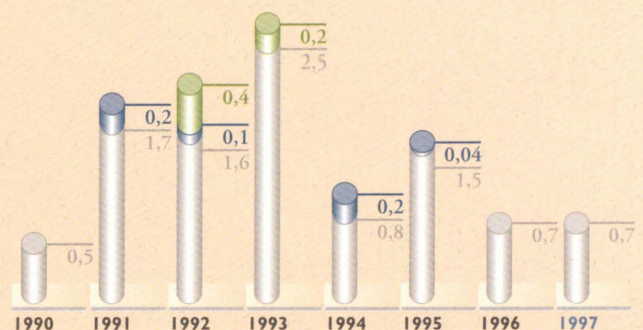
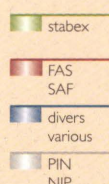
FED
EDF

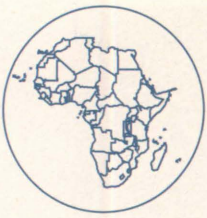
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Lesotho

AFRIQUE AUSTRALE

SOUTHERN AFRICA

30 350

1 977 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
€ 528 (1996)

Importations européennes
en provenance de...
€ 45 918 840 (1997)

Diamants 90%

Exportations européennes
vers...
€ 18 391 320 (1997)

Service de la dette /
exportations
6% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
2,1% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire
na/nd (1996)

secondaire
24% (1996)

Taux d'urbanisation
25% (1996)

Renforcer l'économie du Lesotho et promouvoir sa meilleure intégration dans l'économie mondiale en mettant l'accent sur la réduction de la pauvreté, tel est l'objectif général de la coopération le Lesotho.

L'objectif général poursuivi par la coopération UE-Lesotho est d'aider le gouvernement dans ses efforts pour réduire la pauvreté dans le contexte d'aider à placer l'économie pays sur une position plus durable et de promouvoir sa meilleure intégration dans l'économie mondiale.

L'aide européenne dans le cadre du 6ème et 7ème FED a été concentrée sur l'aide au projet d'eau de montagnes du Lesotho. L'un de ses composants, le projet de Muela Hydroproject (la CE finançant au total € 44 millions) a été récemment achevé et il est totalement opérationnel. Le principal bénéficiaire du projet est que le Lesotho sera autosuffisant dans la production d'électricité pour la première fois.

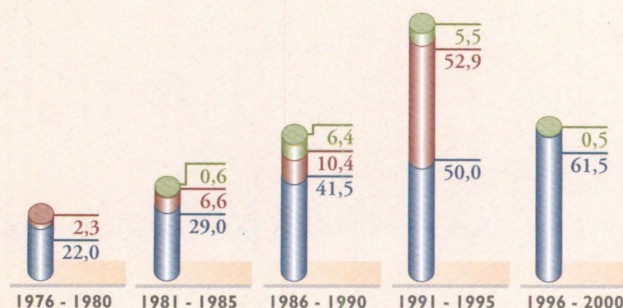
L'enveloppe indicative de € 61,5 millions à la disposition au Lesotho dans le cadre du 8ème FED, est principalement attribuée au secteur des transports (le programme d'infrastructures routières – € 37,7 millions – commencera la mise en œuvre à la fin de 1999), comme moyen d'améliorer à l'intérieur du pays.

Afin d'améliorer la prestation des services sociaux, particulièrement dans les zones rurales isolées, les secteurs sociaux (principalement des microprojets, l'approvisionnement en eau et la santé avec une dotation totale d'environ € 23 millions) sont une zone principale de soutien de la Communauté, à la fois dans le cadre des fonds du PIN et les fonds de contrepartie d'ajustement structurel.

FED EDF + budget

dotations en millions €
allocations in € million

budget
 autres fed + bei
others fed + eib
 pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



développement rural/pêche
rural development/fishing
 secteurs sociaux
social sectors
 autres
others



Lesotho **L**

Economic indicators

GNP per capita	€ 528 (1996)
European imports from...	€ 45 918 840 (1997)
Diamonds	90%
European Exports to...	€ 18 391 320 (1997)
Debt service / exports	6% (1995)

Social indicators

Population growth rate	2.1% (1995-96)
Primary schooling rate	na/nd (1996)
Secondary schooling rate	24% (1996)
Urbanisation rate	25% (1996)

The overall objective pursued through the EU-Lesotho cooperation is to assist the Government of Lesotho in its efforts to alleviate poverty in the context of helping to place the economy of Lesotho on a more sustainable footing and of promoting its further integration into the world economy.

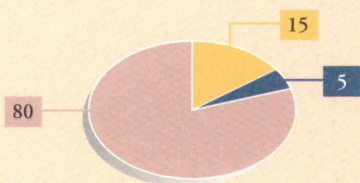
European Assistance under the 6th and 7th EDF has been concentrated on support to the Lesotho Highlands Water Project. One of its components, the Muela Hydroproject Project (total EC financing = € 44 million) has been recently completed and it is fully operational. The major benefit of the project is that Lesotho will be self-sufficient in the generating of electricity for the first time.

The indicative envelope of € 61.5 million available to Lesotho under the 8th EDF, are primarily allocated to the transport sector (Road Infrastructure Programme – € 37.7 million – implementation will start at the end of 1999), as a mean of enhancing economic opportunities in the interior of the country.

In order to improve the provision of efficient social services, particularly in isolated rural areas, the social sectors (mainly microprojects, water supply and health with a total allocation of about € 23 million) are a secondary focal area of community support, both through NIP funds and structural adjustment counterpart funds.

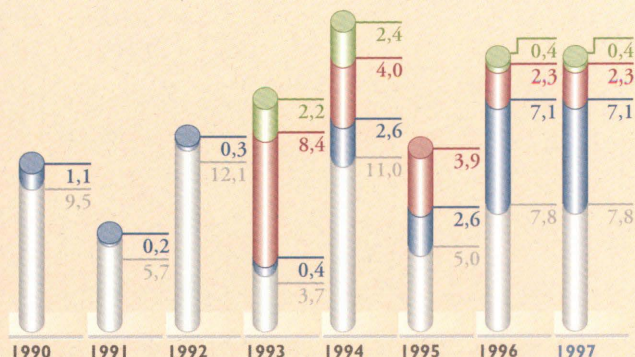
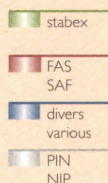
FED EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Liberia

AFRIQUE SAHELIENNE ET
OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM²

97 750



2 759 714

Indicateurs économiques

PNB par habitant
na/nd (1996)

Importations européennes
en provenance de...

€ 432 601 000 (1997)

Diamants 67%

Exportations européennes
vers...

€ 537 718 750 (1997)

Service de la dette /
exportations
na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
3% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire
na/nd (1996)

secondaire
na/nd (1996)

Taux d'urbanisation
na/nd (1996)

Situé en Afrique de l'Ouest, en bordure de l'Océan Atlantique, et entouré par la Sierra Leone, la Guinée et la Côte d'Ivoire, le Libéria est un pays fertile doté de ressources naturelles considérables, en particulier le caoutchouc, minerais de fer, forêts et métaux précieux.

Le Libéria est resté politiquement stable depuis sa création, en 1847, jusqu'en 1981. Samuel Doe accéda au pouvoir à la suite d'un coup d'Etat et fut renversé à l'issue d'une violente guerre civile, qui débuta fin 1989. Après sept ans d'hostilités, les efforts déployés par les pays voisins, sous l'égide de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (ECOWAS), ont abouti aux Accords de Paix d'Abuja. Les soldats des forces armées limitrophes ont formé une faction pour le maintien de la paix ECOMOG (Groupe de surveillance de l'ECOWAS), dont la logistique et le ravitaillement ont été conjointement assurés par les Etats membres de l'Union Européenne (UE) et les Etats-Unis. L'actuel président Charles Taylor est seul garant du retour à une paix durable et à la stabilité. Il a été élu à une majorité écrasante (75%) lors de l'élection présidentielle de juillet 1997, déclarée libre et juste par la Communauté internationale.

Le Libéria a été ravagé par ces années de conflits. Les affaires politiques, économiques et sociales ont été suspendues. Un tiers de la population (2,5 millions) a demandé l'asile politique aux pays voisins, un autre tiers a été localement déplacé. Le rapatriement et le relogement de cette population figurent dès lors au calendrier des priorités du nouveau gouvernement. Un Programme de reconstruction nationale est en préparation et des négociations ont été engagées avec la communauté donatrice pour une assistance à long terme. Les investisseurs du secteur privé retournent progressivement au pays, malgré la nécessité de progresser dans l'édification d'un cadre légal et de structures administratives pour attirer des investisseurs potentiels.

Depuis 1990, l'UE a versé € 200 millions au titre de la réhabilitation et d'une action humanitaire en faveur des victimes de la guerre, de façon neutre et équitable. Un programme pour faciliter la réinsertion des « anciens combattants » a été lancé. L'assistance quant à la procédure électorale a été généreusement fournie en matière technique et financière.

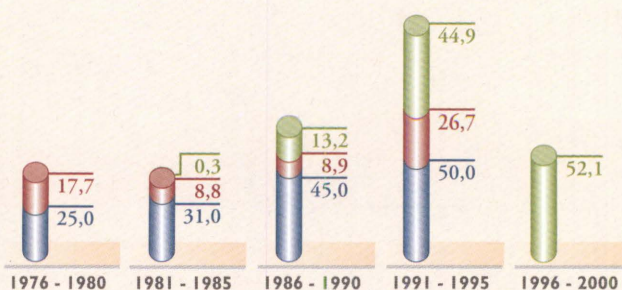
La stratégie politique de l'aide en faveur du Libéria vise au maintien du processus de paix et à la réinstallation de la population disséminée. De grands efforts ont été également faits pour renforcer l'appareil institutionnel en tant que service public. Un dialogue constructif a été engagé avec le nouveau gouvernement pour instaurer une « bonne gouvernance », garantir le respect de la loi et des droits de l'homme. L'établissement du Second programme de réhabilitation (€ 29 millions) du Liberia, approuvé en mars 1998, est la priorité de l'année.

La finalisation du Programme Indicatif National, couvrant l'utilisation des fonds disponibles sous les 7ème et 8ème Fonds Européens de Développement (FED), est souhaitée avant fin 1998.

FED + budget

dotations en millions €
allocations in € million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



développement rural/pêche
rural development/fishing
développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
autres
others



Liberia

L

Economic indicators

GNP per capita
na/nd (1996)

European imports from...
€ 432 601 000
(1997)

Diamonds 67%

European Exports to...
€ 537 718 750
(1997)

Debt service / exports
na/nd (1995)

Social indicators

Population growth rate
3% (1995-96)

Primary schooling rate
na/nd (1996)

Secondary schooling rate
na/nd (1996)

Urbanisation rate
na/nd (1996)

Following seven years of civil war, general elections held in Liberia in 1997 resulted in the election of Charles Taylor as President, with over 75% of the votes. EU financial and technical support was crucial to the peace process, to the subsequent disarmament and demobilisation activities and to the organisation of elections. Over € 200 million of EC humanitarian, food and rehabilitation aid was allocated from 1990 to 1998 to assist the victims of the conflict in Liberia on all sides in a neutral and balanced manner. The EU 'jobs for guns' programme plays a particularly important role in assisting the reintegration of ex-combatants to civilian life. European Commission activities in Liberia continue to be managed under emergency procedures with Commission services playing a very active direct role in ensuring the efficient and cost-effective implementation of projects.

In 1998, a Second Liberia Rehabilitation Programme was approved with a total budget of € 27 million from EDF funds. The programme will be implemented over a two-year-period. General relief aid is being phased out and emphasis put on strengthening the delivery of basic services at local community level. Priority is given to the resettlement of the more than one million internally and externally displaced Liberians. Discussions have started with the Government on support for measures to strengthen technical ministries and services.

Main areas of activity:	Expenditure (€ M)
Health	3.0
Resettlement & Reintegration	14.0
Institutional strengthening	4.0
Water, port and power projects	4.0
Evaluation, Monitoring and TA	0.8
Contingencies	1.2
TOTAL	27.0

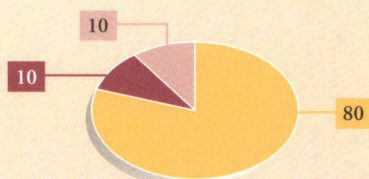
In addition to the financing provided from the EDF, the European Commission aid programme in Liberia continues to draw upon funding from the ECHO humanitarian aid resources, and from Commission managed budget lines for food security, refugee assistance and rehabilitation operations.

The decision was also taken in 1998 to reopen formally the Commission's Office in Liberia. A Commission official was appointed as Permanent Adviser based full time in Monrovia. He is also responsible for the Commission's Aid Coordination Office which continues to provide the base for EC aid operations in the country.

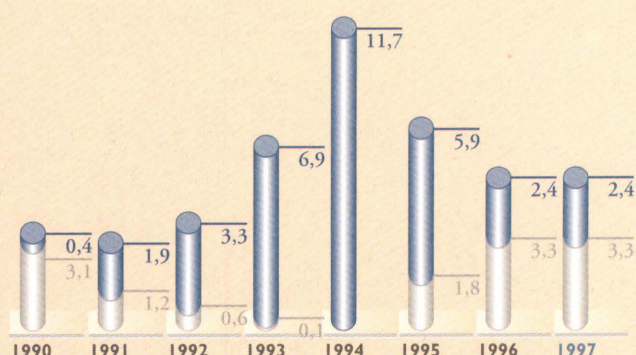
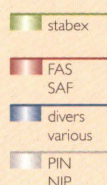
A start has been made in negotiations with Government to identify the outline of a possible National Indicative Programme covering the use of EDF funds earmarked for Liberia from the 7th and 8th EDFs.

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument







Madagascar

OCEAN INDIEN

INDIAN OCEAN

 587 040

 14 155 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
€ 189 (1996)

Importations européennes
en provenance de...
€ 414 532 240 (1997)

Vêtements 39%

Exportations européennes
vers...
€ 319 442 410 (1997)

Service de la dette /
exportations
9,2% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
3% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire
92,3% (1996)

secondaire
13,2% (1996)

Taux d'urbanisation
27% (1996)

Cinquième île du monde de par sa taille, indépendante depuis 1960, Madagascar bénéficie de conditions géographiques et climatiques variées et dispose d'une richesse en ressources naturelles qui constituent des atouts pour son développement.

Le PIN de Lomé IV, qui s'élève à € 130 millions, maintient deux grands secteurs d'intervention, donnant la première priorité aux transports et communications (routes et aéroports), le développement rural (sécurité alimentaire, diversification de la production, appui aux organisations paysannes) passant au second rang. Un accent plus important que par le passé a été mis sur l'appui aux secteurs sociaux, particulièrement en ce qui concerne la valorisation des ressources humaines et une attention particulière est apportée à l'appui au secteur privé. Le PIN de Lomé IV bis met à la disposition de Madagascar quelques € 188,5 millions (une augmentation de 45% par rapport au PIN précédent). Les priorités de ce nouveau PIN sont semblables à celles du précédent. En dehors des fonds programmes, Madagascar a bénéficié de transferts au titre du Stabex de plus de € 70 millions jusqu'à présent, depuis Lomé I, pour compenser des pertes de recettes à l'exportation notamment du café, de la vanille et de clou de girofle. Sur financement du budget de l'Union Européenne, l'île s'est vue allouer une aide de € 1,2 million destinée à soutenir le processus démocratique, et plus de € 39 millions sous la forme d'aides alimentaires sur la période 1976-1994.

Deux faits marquants sont à signaler au cours de la période récente. Le premier, en 1996, la reprise des relations de Madagascar avec la communauté financière internationale sous la forme d'un programme de réformes économiques soutenu par les Institutions de Bretton Woods. L'Union Européenne a, dans ce cadre, accordé au pays une subvention d'ajustement structurel de € 26 millions la contrepartie en monnaie nationale ciblée sur les budgets de fonctionnement de la Santé et de l'Education, ainsi que sur le programme national d'entretien routier, devait combler 14,4% du déficit budgétaire hors solde de l'Etat.




Le second fait marquant est le choix de Madagascar comme un des huit pays tests pour la mise en œuvre de la nouvelle approche de l'Union Européenne en matière de sécurité alimentaire. Le pays recevra dans ce cadre en 1996 une subvention de € 1.950.000 qui ajoutée aux fonds de contrepartie générés par la vente de 4500 tonnes de farine de blé d'aide alimentaire également allouées à la Grande Ile, va permettre le démarrage d'un programme prioritaire de sécurité alimentaire: réhabilitation des statistiques agricoles, mise en place d'un système d'alerte précoce dans le Sud, pistes de désenclavement, etc...

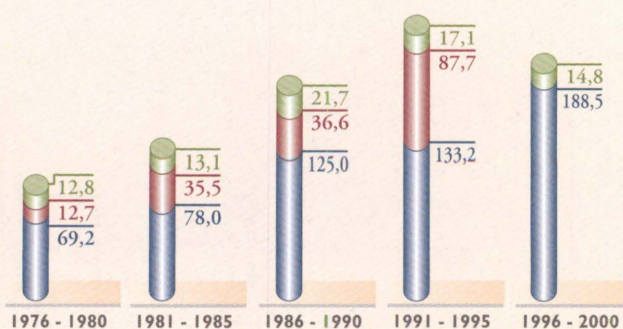
Les interventions de la BEI au titre des capitaux à risques, qui ont représenté sous Lomé IV un montant de € 12 millions entre 1991 et 1995, se sont concentrées sur le développement de l'aquaculture, secteur productif en pleine expansion. Dans le cadre du 8ème FED, la BEI pourrait envisager de mettre à la disposition de Madagascar environ € 30 millions de financement au titre des aides prévues par la Convention.

Madagascar figure parmi les pays ACP exportateurs traditionnels de bananes qui bénéficient du système spécial d'assistance mis en place en 1994 pour améliorer la productivité et la qualité de ce secteur de production. Le pays bénéficie également des avantages des accords de pêche signés avec l'Union, dont le dernier a été renouvelé pour trois ans en 1995 et comporte des paiements annuels de € 725.000.

FED EDF + budget

dotations en millions €
allocations in € million

-  budget
-  autres fed + bei
others fed + eib
-  pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



-  développement rural/pêche
rural development/fishing
-  transport et communications
transport and communications
-  secteurs sociaux
social sectors
-  autres
others



Madagascar

M

Economic indicators

GNP per capita	€ 189 (1996)
European imports from...	€ 414 532 240 (1997)
Clothing	39%
European Exports to...	€ 319 442 410 (1997)
Debt service / exports	9.2% (1995)

Social indicators

Population growth rate	3% (1995-96)
Primary schooling rate	92.3% (1996)
Secondary schooling rate	13.2% (1996)
Urbanisation rate	27% (1996)

The fifth biggest island in the world, independent since 1960, Madagascar is blessed with a variety of geographic and climatic conditions and is rich in natural resources, which together provide invaluable assets for its development.

The € 130 million Lomé IV NIP (7th EDF), focuses on two major areas. Transport and communications (roads and airports) are the top priority, followed by rural development (food security, diversification of production support to peasant organisations). More accent has been placed on supporting the social sectors, particularly human resource development, and on the private sector. Madagascar has been allocated some € 188.5 million under Lomé IV's second financial protocol (8th EDF) – a 45% increase over the former NIP. Priorities for the new programme are similar to those set out under the previous protocol.

Outside programmable funds, Madagascar has, since Lomé I, been allocated € 70 million in Stabex transfers for loss of export receipts, notably for coffee, vanilla and cloves. Under the EU's general budget, the island was allocated € 1.2 million to support democratisation and € 39 million in food aid (1976-1994).

There are two recent developments of note. The first is the resumption of relations between Madagascar and the international financial community with a reform programme backed by the Bretton Woods institutions. In the light of this, the EU agreed an € 26 million structural adjustment grant. The counterpart funds in the national currency generated by this – targeted at the health and education operating budgets, and the national road maintenance programme – should cover 14.4% of the country's budget deficit.

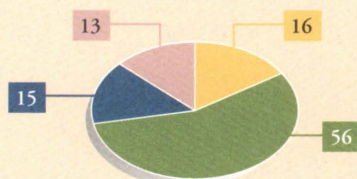
The second innovation is the choice of Madagascar as one of the EU's 'test' countries for implementation of its new food security policy. In 1996, the country received a grant of € 1.95 million. This has been added to the counterpart fund generated by the sale of 4500 tonnes of wheat flour allocated to the Grande Ile. The funds will enable the institution of a priority food security programme covering, among other things, improvements to agricultural statistics, the setting-up of an early warning system in the South and rural roads.

Between 1991 and 1995, € 12 million in EIB risk capital has been directed to aquaculture development, an expanding productive sector. Under the 8th EDF, the EIB foresees some € 30 million in loans for Madagascar.

The country is one of the traditional banana producers to benefit from the EU's special assistance system set up in 1994 to improve productivity and quality. There is also a fisheries agreement with the EU (renewed in 1995 for three years) which provides for annual compensation of € 725,000.

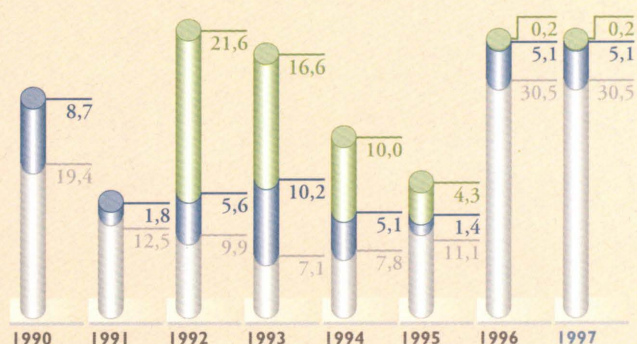
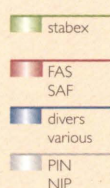
FED EDF

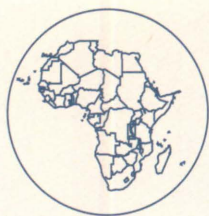
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument






Malawi

AFRIQUE AUSTRALE

SOUTHERN AFRICA

 118 480

 9 787 831

Indicateurs économiques

PNB par habitant

€ 142 (1996)

Importations européennes en provenance de...

€ 212 804 770

(1997)

Tabacs 72%

Exportations européennes vers...

€ 70 303 910 (1997)

Service de la dette / exportations

25,9% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population

3,45% (1995-96)

Taux de scolarisation primaire

65,6% (1996)

secondaire

5% (1996)

Taux d'urbanisation

14% (1996)

Le Malawi continue à se classer parmi les pays les plus pauvres dans le monde. Les sécheresses récurrentes, l'érosion du sol, la répartition inéquitable des terres, la croissance démographique en pleine expansion, le manque de ressources minérales et les frais de transport élevés pour les importations et les exportations sont parmi les principales contraintes du développement.

Le Malawi a déclaré son indépendance en 1964 et jusqu'en 1994, il a été dirigé par un système de parti unique. Sous la pression forte de la communauté internationale des donateurs, qui a abouti à un gel de l'aide non humanitaire, le Malawi est maintenant engagé dans un processus de démocratisation. Les élections présidentielles et pluripartites ont eu lieu en mai 1994 et le pays connaît depuis un gouvernement démocratique. Les prochaines élections législatives sont prévues pour le 19 mai 1999.

Le Malawi a une économie essentiellement fondée sur l'agriculture avec un secteur économique très petit. Après la croissance économique vigoureuse des années 1960 et 1970, la situation économique s'est détériorée à la fois en raison de facteurs externes (la guerre civile au Mozambique qui a fait s'envoler les frais de transport et a détérioré les termes de l'échange) et sous les contraintes que la pression démographique a fait peser sur la terre et les ressources naturelles.




La coopération de l'Union Européenne avec le Malawi est centrée depuis la première Convention de Lomé sur le développement rural et les transports, qui continuent à recevoir de l'aide. Le secteur de la santé est également devenu le centre d'un soutien important. La majeure partie des ressources a été apportée par les Programmes Indicatifs Nationaux; de € 250 millions pour les trois premiers, de € 129,2 millions pour le quatrième, et de € 174 millions pour le plus récent. Le poids relatif des ressources non programmées a également crû avec les ressources significatives apportées dans le cadre de la facilité d'ajustement structurel, du STABEX et des fonds budgétaires de l'UE (principalement l'aide alimentaire et l'aide aux droits de l'homme et à la démocratie).

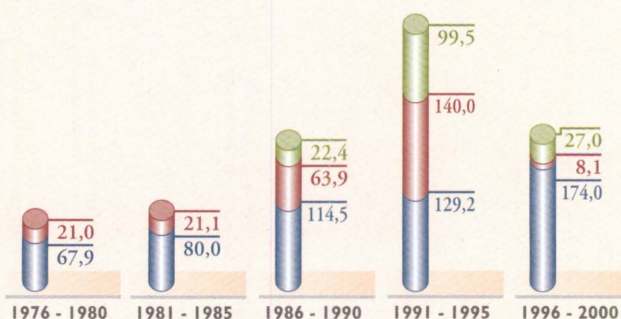
Environ € 45 millions ont été prévus dans le cadre de Lomé IV par la Banque Européenne d'Investissement sous forme de capital risque, plus spécialement pour un projet d'approvisionnement en eau à Blantyre.


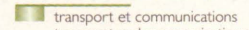

Un certain nombre d'actions visant à soutenir le processus de démocratisation ont été lancées. Un programme important d'aide dans ce domaine est en cours de réalisation.

FED + budget EDF

dotations en millions €
allocations in € million

-  budget
-  autres fed + bei
others fed + eib
-  pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



-  développement rural/pêche
rural development/fishing
-  transport et communications
transport and communications
-  autres
others



Economic indicators	
GNP per capita	€ 142 (1996)
European imports from...	€ 212 804 770 (1997)
Tobacco	72%
European Exports to...	€ 70 303 910 (1997)
Debt service / exports	25.9% (1995)
Social indicators	
Population growth rate	2.6% (1995-96)
Primary schooling rate	65.6% (1996)
Secondary schooling rate	5% (1996)
Urbanisation rate	14% (1996)

Malawi continues to rank among the poorest countries in the world. Recurrent droughts, soil erosion, inequitable land distribution, booming population growth, lack of mineral resources and high transport costs for imports and exports are among the major constraints for development.

Malawi achieved independence in 1964 and until 1994 was ruled under a one-party system. Following strong pressure from the international donor community, which culminated in a freeze of non-humanitarian aid, Malawi is now engaged in a process of democratisation. Multi-party and presidential elections were held in May 1994 and the country has had a democratic government since then. The next legislative elections are to be held on 19 May 1999.

Malawi has an essentially agriculturally based economy with a very small economic sector. After vigorous economic growth in the 1960s and 1970s, the economic situation deteriorated both because of external factors (civil war in Mozambique with resulting soaring transport costs and deteriorating terms of trade) and because of increasing population pressure on land and natural resources.

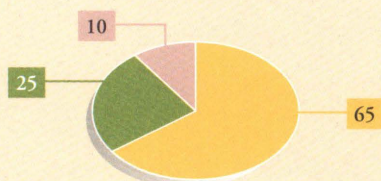
The European Union's cooperation with Malawi has focused since the first Lomé Convention on rural development and transport, which continue to receive support. The health sector has also become the focus of major support. The bulk of resources has been channelled through the National Indicative Programmes; € 250 million for the first three, € 129.2 million for the fourth, and € 174 million for the most recent. The relative weight of non-programmed resources has also been growing with significant resources being allocated under the Structural Adjustment Facility, STABEX and EU budget funds (principally food aid, and assistance to human rights and democracy).

Approximately € 45 million have been provided under Lomé IV by the European Investment Bank in the form of risk capital, most notably for a water supply project in Blantyre.

A number of actions to support the process of democratisation have been initiated. A substantial programme of assistance in this area is under implementation.

FED
EDF

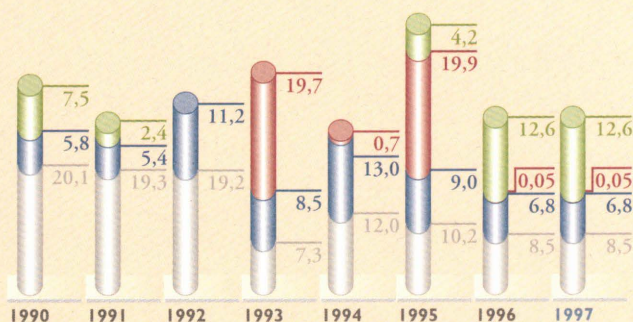
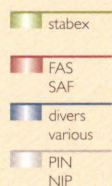
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Mali

AFRIQUE SAHELIENNE ET
OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM² 1 240 190

10 797 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
€ 189 (1996)

Importations européennes
en provenance de...
€ 106 759 340 (1997)

Coton 67%

Exportations européennes
vers...
€ 299 411 300
(1997)

Service de la dette /
exportations
12,6% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
3,1% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire
23,8% (1996)

secondaire
6,6% (1996)

Taux d'urbanisation
27% (1996)

Le Mali reste encore l'un des pays les moins avancés, non seulement du continent africain, mais même au niveau mondial. Selon le «Rapport Mondial sur le Développement Humain (PNUD – 1998) le Mali est classé 171^{ème} sur une liste de 174 sur l'indicateur du développement humain.

Cet état de chose reflète les contraintes naturelles auxquelles est confronté le pays: enclavement intérieur et extérieur; forte dépendance des facteurs climatiques; immensité du territoire et insuffisance des infrastructures... Les modes de production agraires, les pratiques socio-économiques archaïques et une exploitation inadéquate des ressources contribuent à aggraver ces problèmes et accélèrent le phénomène de désertification et de dégradation de l'environnement.

La politique de développement du gouvernement est dominée par un double objectif. D'abord par l'obligation de prolonger le processus de démocratisation aux niveaux régional et local par un processus de décentralisation, et de remédier aux contraintes constatées pour la poursuite de la mise en œuvre de politiques sectorielles appropriées, y compris dans les domaines des transports, de l'agriculture et des secteurs sociaux (dont la santé).

C'est ainsi que les domaines suivants ont été identifiés comme prioritaires pour les interventions du 8^{ème} FED:

- Appui au développement institutionnel et plus particulièrement au processus de décentralisation. Une attention particulière sera attachée à la mise en œuvre de ce processus dans les régions du Nord.
- Appui aux réformes sectorielles des secteurs des infrastructures de transport et de l'agriculture.
- Poursuite de nos appuis (hors concentration) au secteur de la santé.

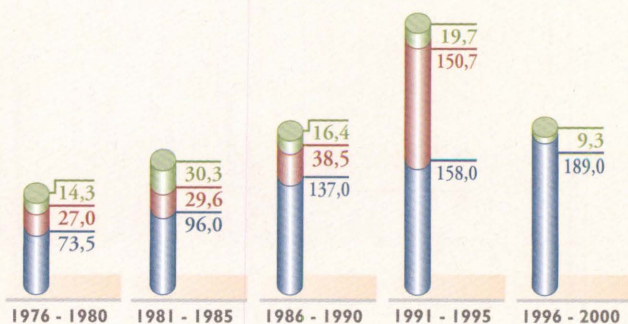
La Commission a pris en 1998 des décisions de financement dont le volume financier et de € 111,15 millions. Elles concernent le secteur des transports (€ 85 millions), l'ajustement structurel (€ 23,5 millions), ainsi que des appuis institutionnels au Ministère de l'Agriculture (€ 0,8 millions) et aux autorités locales dans les régions du Nord (€ 1,85 millions).

Pour 1999, il est prévu d'engager environ € 50 millions supplémentaires notamment pour appuyer la mise en place de la décentralisation et pour poursuivre le programme de microréalisations, qui sera ciblé sur les régions du Nord.

FED EDF + budget

dotations en millions €
allocations in € million

- budget
- autres fed + bei
others fed + eib
- pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- développement rural/pêche
rural development/fishing
- transport et communications
transport and communications
- développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
- secteurs sociaux
social sectors
- ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
- autres
others



Mali **M**

Economic indicators

GNP per capita
€ 189 (1996)

European imports from...
€ 106 759 340
(1997)

Cotton 67%

European Exports to...
€ 299 411 300
(1997)

Debt service / exports
12.6% (1995)

Social indicators

Population growth rate
3.1% (1995-96)

Primary schooling rate
23.8% (1996)

Secondary schooling rate
6.6% (1996)

Urbanisation rate
27% (1996)

Mali still remains one of the least advanced countries, not only within the African continent, but even at world level. According to the 'World Report On Human Development (UNDP – 1998)' Mali is classified 171st out of a list of 174 for the indicator of human development.

This state of affair reflects the natural constraints with which the country is confronted: internal and external land-locked situation; strong dependence on climatic factors; vastness of territory and insufficiency of infrastructures. The agrarian methods of production, the archaic socio-economic practices and inadequate use of resources contribute to exacerbating these problems and accelerating the phenomenon of desertification and environmental pollution.

The development policy of the government is dominated by a dual objective. Firstly by the obligation to extend the process of democratisation at the regional and local levels by a decentralisation process. Secondly to remedy also the constraints noted for the continuation of the implementation of suitable sectoral policies, included in the fields of transport, agriculture and the social sector (including health).

Thus the following fields were identified as a priority for the interventions of the 8th EDF:

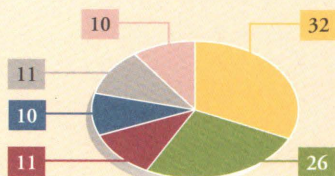
- Support for institutional development and more particularly for the decentralisation process. Close attention will be paid to the implementation of this process in the regions of the North.
- Support for sectoral reforms, transport infrastructures and agriculture sectors.
- Continuation of our support (outside of concentration) for the health sector.

In 1998 the Commission made the financing decisions, of which the financial volume is € 111.15 million. They concern the transport sector (€ 85 million) and the Structural Adjustment (€ 23.5 million), as well as institutional supports for the Ministry of Agriculture (€ 0.8 million) and local authorities in the Northern regions (€ 1.85 million).

For 1999, it is envisaged investing approximately an additional € 50 million in particular in order to support the adoption of decentralisation and to continue the microproject programme, which will be targeted at the Northern regions.

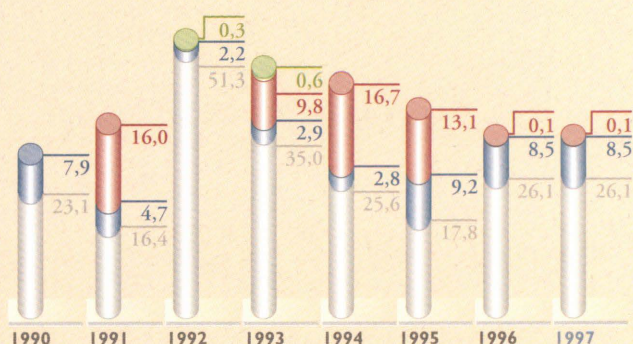
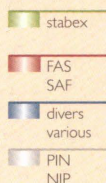
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Mauritanie

AFRIQUE SAHELIENNE ET
OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM² 1 025 520

2 335 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
€ 370 (1996)

Importations européennes
en provenance de...
€ 316 965 100 (1997)

Minerais de fer 75%
Poissons 23%

Exportations européennes
vers...
€ 276 689 480 (1997)

Service de la dette /
exportations
21,4% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
2,4% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire
55,3% (1996)
secondaire
14,5% (1996)

Taux d'urbanisation
53% (1996)

Pays en grande partie désertique de l'Afrique de l'Ouest, peu peuplé, la Mauritanie reste sur le plan économique fortement dépendante de ressources naturelles limitées – pêche et minerai de fer principalement. Les activités économiques se résument en effet pratiquement à l'industrie de la pêche autour du port de Nouadhibou, l'extraction minière dans le Nord et l'exploitation du potentiel agricole et de l'élevage dans la vallée du fleuve Sénégal.

Par sa situation géographique, la Mauritanie est un trait d'union entre l'Afrique subsaharienne et le Maghreb. Elle est d'ailleurs un membre actif des organisations inter-régionales de ces deux sous-régions.

Après l'indépendance en 1960, la Mauritanie a longtemps connu un régime de parti unique. Une ouverture démocratique s'est ensuite opérée en 1991 avec l'adoption par référendum de la Constitution et les élections qui sont intervenues ultérieurement. Les élections de décembre 1997 ont vu la confirmation du président sortant.

Depuis Lomé I, la Mauritanie a bénéficié de près de € 630 millions d'aide provenant de la Communauté Européenne, y compris le Programme Indicatif National – PIN – de la Convention de Lomé IV bis (8ème FED) signé le 17 février 1997.

L'exécution du PIN 6ème FED est pratiquement terminée. Les actions du PIN 7ème FED (€ 65,5 millions) ainsi que les interventions SYSMIN des 6 et 7èmes FED en faveur de la société minière SNIM sont en phase avancée d'exécution.

Les activités de l'année 1998 ont porté sur la préparation des programmes pour le 8ème FED (€ 77 millions) dont les trois secteurs de concentration sont les infrastructures et l'aménagement du territoire, le développement rural et l'environnement et finalement le renforcement institutionnel et l'état de droit. Un montant de € 16 millions de nouveaux projets, équivalent à 21% du PIN 8ème FED, a été approuvé en 1998. Les nouveaux projets concernent l'hydraulique rurale, le développement rural en zone pluviale, la prospection aurifère, et des programmes d'appui institutionnel.

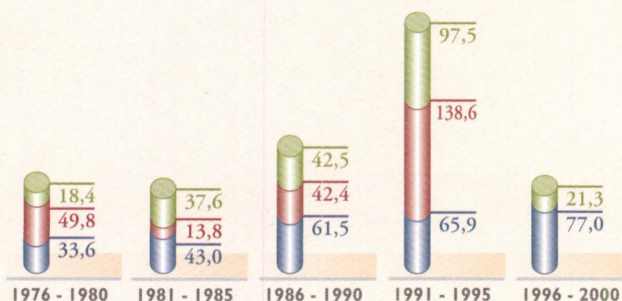
Un nouveau programme d'ajustement structurel, d'un montant de € 11 millions, a également été approuvé.

Il faut encore noter que l'Accord de pêche signé entre la Mauritanie et la Communauté pour la période allant de 1996 à 2001 comporte une compensation financière annuelle de € 53,36 millions.

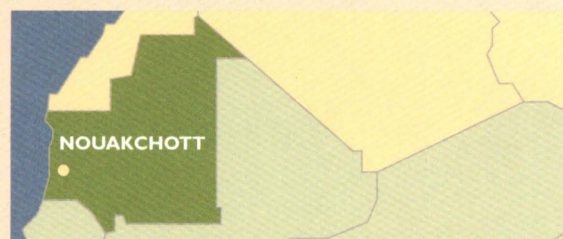
FED + budget EDF

dotations en millions €
allocations in € million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



développement rural/pêche
rural development/fishing
transport et communications
transport and communications
développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
autres
others



Mauritanie **M**

Economic indicators

GNP per capita	€ 370 (1996)
European imports from...	€ 316 965 100 (1997)
Iron ore	75%
Fish	23%
European Exports to...	€ 276 689 480 (1997)
Debt service / exports	21.4% (1995)

Social indicators

Population growth rate	2.4% (1995-96)
Primary schooling rate	55.3% (1996)
Secondary schooling rate	14.5% (1996)
Urbanisation rate	53% (1996)

A mainly desert country of West Africa, scarcely populated, Mauritania remains heavily dependent on limited natural resources at the economic level – mainly fishing and iron ore. The economic activities amount to indeed practically just to the fishing industry around the port of Nouadhibou, mining extraction in the North and the holding of potential agriculture and livestock farming in the valley of the Senegal River.

Due to its geographical situation, Mauritania is a link between sub-Saharan Africa and the Maghreb region. It is moreover an active member of the interregional organisations of these two sub-regions.

After independence in 1960, Mauritania was governed by a single party for a long time. Democratisation became a reality in 1991 with the adoption by referendum of the Constitution and the elections, which took place at a later date. The president confirmed his resignation after the elections of December 1997.

Since Lomé I, Mauritania benefited from almost € 630 million of aid from the European Community, including the National Indicative Programme – NIP – of the Lomé Convention IV bis (8th EDF) signed on 17 February 1997.

The implementation of the NIP is almost complete. The actions of the 7th EDF NIP (€ 65.5 million) as well as the 6th EDF SYSMIN interventions of the 6th and 7th EDF for the SNIM mining company are in an advanced phase of implementation.

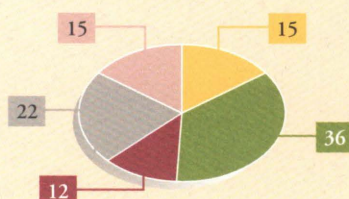
The activities of 1998 covered the preparation of the programmes for the 8th EDF (€ 77 million), the three concentration sectors of which are the town and country infrastructures and planning, rural development and the environment and finally the strengthening of institutions and the rule of law. An amount of € 16 million of new projects, equivalent to 21% of the 8th EDF NIP, was approved in 1998. The new projects concern hydraulics in rural areas, rural development in rainy areas, gold prospecting and institutional support programmes.

A new structural adjustment programme, of an amount of € 11 million, was also approved.

It still must be noted that the Fishing Agreement signed between Mauritania and the Community for the period from 1996 to 2001 comprises an annual financial compensation of € 53.36 million.

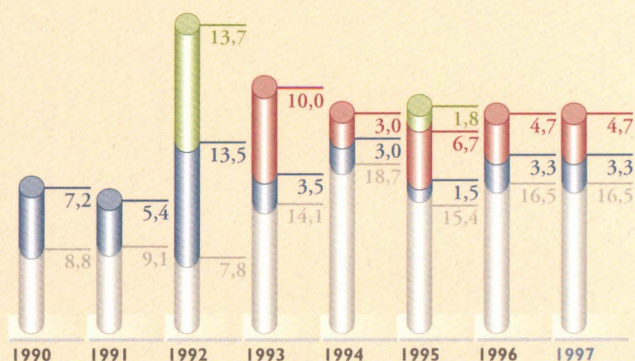
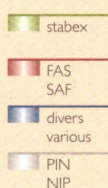
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Mauritius

OCEAN INDIEN

INDIAN OCEAN

KM²

2 040



1 130 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant

€ 2 906 (1996)

Importations européennes en provenance de...

€ 1 079 841 430 (1997)

Vêtements 37%

Sucres de canne 28%

Exportations européennes vers...

€ 642 829 770 (1997)

Service de la dette / exportations

9% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population

1% (1995-96)

Taux de scolarisation primaire

na/nd (1996)

secondaire

60,4% (1996)

Taux d'urbanisation

41% (1996)

Le Programme Indicatif National du 8ème FED, signé en février 1997, est doté d'une enveloppe financière de € 39,5 millions. Les secteurs de concentration de ce programme sont: la protection de l'environnement (50%) et le secteur privé (30%), la lutte contre la pauvreté étant un thème transversal.

En supplément au FED, Maurice a également bénéficié d'autres instruments communautaires notamment dans les domaines du sucre (le Protocole Sucre rapporte annuellement plus de € 100 millions), de la pêche ainsi que de la coopération commerciale.

Avec plus que € 30 millions engagés, 1998 a été marqué par un niveau d'activité très élevé.

Dans le cadre du 7ème FED les projets suivants ont été approuvés et sont maintenant en exécution:

- Route Phoenix-Nouvelle France (€ 4 millions)
- Reconstruction du marché de Mahebourg (€ 1,85 millions)
- Technology development in private firms (€ 2,9 millions).

Le 7ème FED est maintenant entièrement engagé.

En ce qui concerne le 8ème FED, une série de projets ont été approuvés:

- St. Martin Sewage Treatment Plant (€ 16,7 millions)
- Programme de lutte érosive à Rodrigues (€ 3,3 millions)
- Enhancing the competitiveness of Mauritius Freeport (€ 1,95 millions).

Fin 1998, 80% de la première tranche du 8ème FED est donc engagée conformément aux prévisions du PIN et la revue à mi-parcours prévue dans le programme de coopération se prépare.

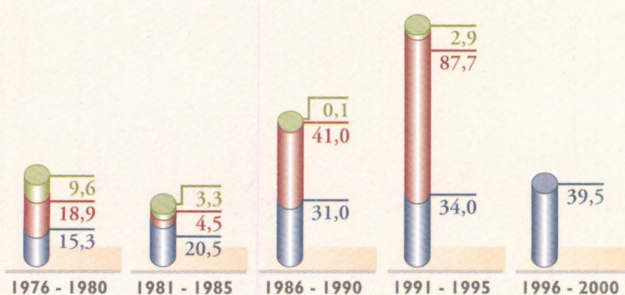
Trois projets importants sont actuellement en instruction:

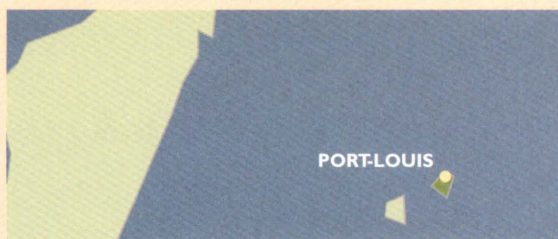
- Programme d'appui aux PME (€ 7 millions)
- Rehabilitation of sewers in housing estates (€ 4 millions)
- Micro-project programme focussed on poverty alleviation (€ 2 millions).

FED + budget

dotations en millions €
allocations in € million

budget

autres fed + bei
others fed + eibpin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



Mauritius

M

Economic indicators

GNP per capita
€ 2 906 (1996)

European imports from...
€ 1 079 841 430
(1997)

Clothing 37%
Cane-sugar 28%

European Exports to...
€ 642 829 770
(1997)

Debt service / exports
9% (1995)

Social indicators

Population growth rate
1% (1995-96)

Primary schooling rate
na/nd (1996)

Secondary schooling rate
60.4% (1996)

Urbanisation rate
41% (1996)

The National Indicative Programme of the 8th EDF, signed in February 1997, represents a financial envelope of € 39.5 million. The areas of concentration are: environmental protection (50%) and private sector development (30%) with poverty alleviation being a horizontal issue of the programme.

In addition to EDF, Mauritius has also benefited from other Community instruments, especially within the areas of sugar (the Sugar Protocol represents a net benefit of more than € 100 million per year), fisheries and trade.

With more than € 30 million committed, 1998 was characterised by a very high level of activity. Within the framework of the 7th EDF, the following projects were approved and are now being implemented:

- Phoenix-Nouvelle France Road (€ 4 million)
- Mahebourg market reconstruction (€ 1.85 million)
- Technology Development in private firms (€ 2.9 million).

The 7th EDF is now fully committed.

Concerning the 8th EDF a number of projects has been approved during the year:

- St. Martin Sewage Treatment Plant (€ 16.7 million)
- Programme for the sea-defences in Rodrigues (€ 3.3 million)
- Enhancing the competitiveness of Mauritius Freeport (€ 1.95 million).

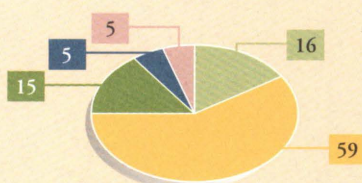
At the end of 1998 80% of the first instalment of the 8th EDF has thus been committed in conformity with the provisions of the NIP and the Mid-term Review of the Mauritius-EC co-operation is being prepared.

Three important projects are actually under appraisal:

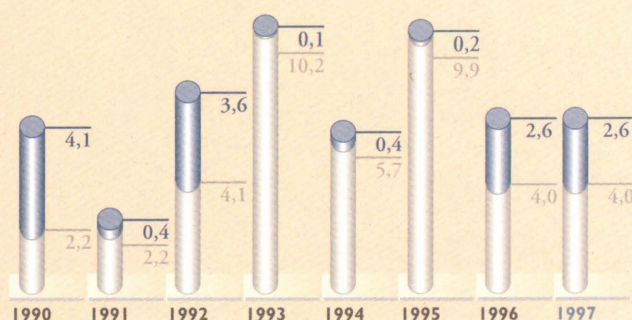
- Support of the Small and Medium-sized Enterprises (€ 7 million)
- Rehabilitation of sewers in housing estates (€ 4 million)
- Micro-project programme focussed on poverty alleviation (€ 2 million).

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Mozambique

AFRIQUE AUSTRALE

SOUTHERN AFRICA

801 590

16 359 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
€ 130 (1997)

Importations européennes
en provenance de...

€ 113 349 780 (1997)

Poissons 52%

Exportations européennes
vers...

€ 140 268 280
(1997)

Service de la dette /
exportations
35,3% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
2,5% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire
66,3% (1996)

secondaire
6,4% (1996)

Taux d'urbanisation
35% (1996)

Indépendant depuis 1975, le Mozambique est un très vaste pays maritime bordé par près de 3000 km de côtes. La diversité de ses zones climatiques lui permet d'avoir un potentiel agricole diversifié en plus de ressources minières prometteuses. En outre, sa position dans la région lui permet de tirer profit d'importantes ventes de services aux pays voisins enclavés.

Après un long conflit civil, la signature d'un accord de paix a eu lieu en octobre 1992 et avec l'accord de tous les partis politiques, une loi électorale a été votée en 1993. L'année 1994 a vu se consolider le processus de paix par la tenue d'élections présidentielles et parlementaires et l'installation d'un gouvernement issu d'un parlement pluraliste.

Du fait de la cessation des hostilités, la coopération avec l'Union Européenne a été marquée par une diminution sensible des programmes d'urgence et une accélération notable des engagements sur Lomé IV, au titre de la réhabilitation. En ce qui concerne Lomé II, presque 100% du Programme Indicatif National (de près de € 160 millions y compris le programme spécial dette) ont été engagés et la plupart des projets sont en voie d'achèvement.

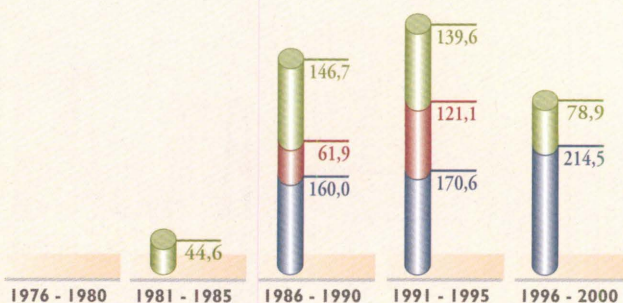
Parmi les actions qui ont été décidées en 1994, sous le premier protocole financier de Lomé IV (€ 170,6 millions), on peut citer l'appui à l'organisation des élections (€ 22 millions), l'appui au retour au pays des déplacés et démobilisés ainsi que leur réinsertion (€ 23 millions), la réouverture des routes (€ 30 millions) et la réhabilitation des infrastructures de santé (€ 22 millions). Si la facilité à l'ajustement structurel a déjà permis un appui supplémentaire de € 30 millions, 27,3 autres € millions furent octroyés pour la réinsertion des réfugiés et des personnes déplacées selon l'article 255 de Lomé. Par ailleurs, € 9,5 millions furent alloués aux élections locales, en 1997, et un certain nombre de petits projets ont été approuvés. Le PIN du 8ème FED fut quant à lui signé en mars 1997, avec une enveloppe de 214,5 millions pour la réalisation des projets.

Enfin, des interventions de la Banque Européenne d'Investissement ont été approuvées au titre des capitaux à risques pour un montant de € 50,85 millions, qui s'ajoutent à € 20 millions de prêts également approuvés sur ressources propres.

FED + budget EDF

dotations en millions €
allocations in € million

- budget
- autres fed + bei
others fed + eib
- pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- développement rural/pêche
rural development/fishing
- transport et communications
transport and communications
- secteurs sociaux
social sectors
- ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
- autres
others



Mozambique

M

Economic indicators

GNP per capita
€ 130 (1997)

European imports from...
€ 113 349 780
(1997)

Fish 52%

European Exports to...
€ 140 268 280
(1997)

Debt service / exports
35.3% (1995)

Social indicators

Population growth rate
2.5% (1995-96)

Primary schooling rate
66.3% (1996)

Secondary schooling rate
6.4% (1996)

Urbanisation rate
35% (1996)

Independent since 1975, Mozambique is a vast maritime country with almost 3000 km of coast. The diversity of its climatic zones provides for a wider range of agricultural potential and promising mineral resources. Moreover, the country's situation in the region allows it to benefit from substantial sales of services to neighbouring landlocked countries.

After a long civil war, a peace agreement was signed in October 1992 and, with the agreement of all political parties, an election law was passed in 1993. 1994 saw the consolidation of the peace process through the holding of presidential and parliamentary elections and the establishment of a government answerable to a pluralist parliament.

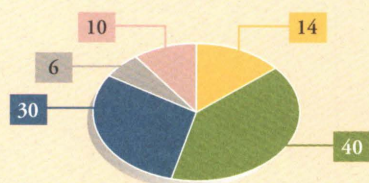
As a result of the end of hostilities, co-operation with the European Union saw a sharp decrease in emergency programmes and a significant increase in commitments for rehabilitation from Lomé IV. As for Lomé III, almost all of the National Indicative Programme (€ 160 million, including the special debt programme) has been committed and most projects are now being completed.

Actions decided under the first Lomé IV National Indicative Programme (€ 170.6 million) include support for the organisation of elections (€ 22 million), support for the return of displaced and demobilised persons as well as their reintegration (€ 23 million), reopening of roads (€ 30 million) and rehabilitation of the health system (€ 22 million). Support under the structural adjustment facility amounted to € 30 million. There was also € 27.3 million for resettlement of refugees and displaced persons under Article 255 of the Lomé Convention. During 1997, in addition to the funding of up to € 9.5 million agreed for the local elections, a number of small projects were also approved. The National Indicative Programme for the second period of Lomé IV (8th EDF) was approved on 5 March 1997, allocating € 214.5 million for project implementation.

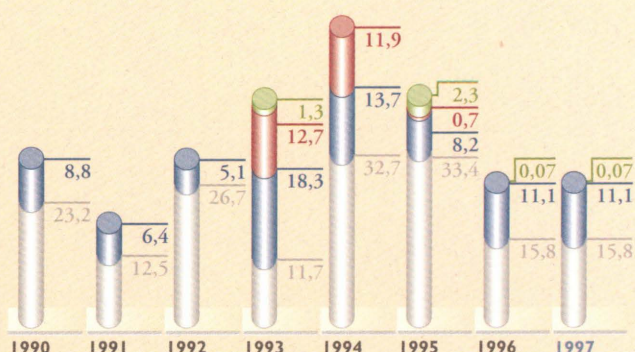
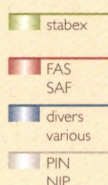
European Investment Bank interventions in the form of risk capital have been approved for a total of € 50.85 million. This is in addition to the € 20 million loans approved from the EIB's own resources.

**FED
EDF**

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope


**FED
EDF** 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Namibia

AFRIQUE AUSTRALE

SOUTHERN AFRICA

KM²

824 290



1 688 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
€ 1 638 (1996)

Importations européennes
en provenance de...
€ 324 772 650 (1997)

Poissons 40%

Exportations européennes
vers...
€ 188 749 980 (1997)

Service de la dette /
exportations
na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
2,4% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire
na/nd (1996)

secondaire
39,8% (1996)

Taux d'urbanisation
37% (1996)

La coopération entre la Commission Européenne et le gouvernement de la Namibie est fondée sur un ensemble de priorités qui comprennent: l'investissement dans les personnes et le développement participatif, le développement et la consolidation de la démocratie, la lutte contre la pauvreté, le développement économique et social durable et enfin, l'intégration dans l'économie mondiale et régionale.

L'objectif général du cadre de la coopération tel qu'il a été fixé dans le Programme Indicatif National est double: réduire la pauvreté et favoriser l'intégration dans l'économie régionale et mondiale.

Dans le cadre d'un apport financier indicatif de € 52 millions, trois domaines de concentrations ont été acceptés dont deux considérés comme traditionnels: l'agriculture et le développement rural et l'éducation et la formation. L'aide aux secteurs productifs a été indiquée comme un nouveau domaine prioritaire de coopération. La mise en œuvre du programme a démarré en 1998 et dans chacun des trois domaines de concentration, les programmes ont été définis et acceptés.

Un programme de formation de € 13 millions a été lancé pour améliorer la formation et l'éducation pour répondre aux besoins sociaux et économiques de la Namibie par une aide stratégique au secteur. Le programme est centré sur un certain nombre d'activités principalement dans le domaine de l'enseignement primaire, de l'enseignement de base et professionnel (en prévoyant également la construction de salles de classe et la fourniture de matériel pédagogique), mais il comprend également l'enseignement des sciences et des mathématiques.

L'accord de financement de la phase de développement du programme de développement du tourisme qui s'élève à € 7,2 millions a été signé en août 1998. Le programme vise à soutenir la Namibie dans ses efforts pour faciliter l'accès aux opportunités d'emploi dans les zones rurales et pour améliorer la gestion des ressources et la préservation de l'environnement dans le secteur du tourisme.

Dans le domaine du développement rural et de l'agriculture, un programme de € 7,45 millions a été adopté à la fin de 1998. Le programme de gestion de l'extension rurale qui se fonde sur le programme de développement rural mis en œuvre dans le cadre du 7ème FED, a été conçu pour contribuer à améliorer la sécurité alimentaire des pauvres qui vivent dans les zones rurales en augmentant la productivité de l'agriculture et des activités connexes.

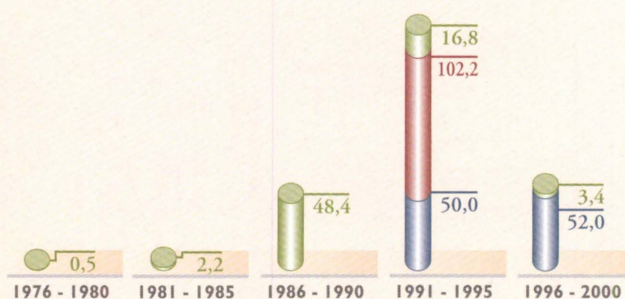
Au cours de 1999, une proposition de s'engager dans un programme de commerce et d'investissement, qui se fonde sur l'expérience acquise de la coopération antérieure dans ce domaine, sera à l'étude. Le programme visera à développer et à diversifier le secteur productif en s'appuyant plus particulièrement sur les petites et moyennes entreprises (PME), cela en développant les ressources humaines, les services de conseil à l'entreprise et l'accès au crédit pour les PME.

Par ailleurs, des projets dans le domaine de l'aide aux écoles de formation à la pêche, à la lutte contre le SIDA et des micro-projets sont en cours de préparation et seront mis en œuvre en 1999.

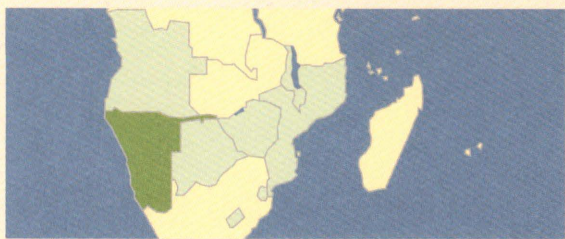
FED + budget

dotations en millions €
allocations in € million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



développement rural/pêche
rural development/fishing
secteurs sociaux
social sectors
autres
others



Namibia

N

Economic indicators

GNP per capita	€ 1 638 (1996)
European imports from...	€ 324 772 650 (1997)
Fish	40%
European Exports to...	€ 188 749 980 (1997)
Debt service / exports	na/nd (1995)

Social indicators

Population growth rate	2.4% (1995-96)
Primary schooling rate	na/nd (1996)
Secondary schooling rate	39.8% (1996)
Urbanisation rate	37% (1996)

Co-operation between the European Commission and the Government of Namibia is based on a set of priorities which include; investing in the people and participatory development, the development and consolidation of democracy, poverty alleviation, sustainable economic and social development and finally the integration into the regional and world economy.

The overall objective of the framework of co-operation as laid down in the National Indicative Programme is two-fold, poverty alleviation and the integration into the regional and world economy.

Within an indicative financial allocation of € 52 million three concentration areas of co-operation were agreed two of which can be considered traditional ones; agriculture and rural development, education and training. Support to productive sectors was indicated as a new priority area of co-operation. Implementation of the programme has taken off during 1998, in each of the three concentration areas programmes have been identified and agreed.

A € 13 million Education and Training Programme was launched to improve education and training, responding to the social and economic needs of Namibia, through strategic support to the sector. The Programme concentrates on a number of activities mainly in the field of primary, basic and vocational education (also covering some classroom construction and supply of equipment), but it also includes science and mathematics education.

The agreement to finance the development phase of the Tourism Development Programme amounting to € 7.2 million was signed during August 1998. The programme aims at supporting Namibia in its efforts to facilitate access to employment opportunities in rural areas and to improve resource management and environment conservation within the tourism sector.

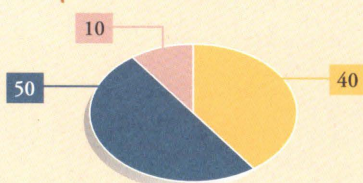
In the field of Rural Development and Agriculture, a € 7.45 million programme was agreed at the end of 1998. The Rural Extension Management Programme, which build on the Rural Development Programme which was implemented under the 7th EDF, was designed to contribute to improve food security of poor people living in rural areas by raising the productivity of agriculture and related activities.

During the course of 1999 a proposal is prepared to engage in a Trade and Investment Programme, which builds on the experience gained from earlier co-operation in this field. The Programme will aim at development and diversification of the productive sector with specific reference to the Small and Medium Sized Enterprises (SME), this through human resource development, business advisory services and access to credit for SME's.

Furthermore, projects in the field of support for the Fisheries Training School, AIDS and micro projects are being prepared for implementation starting in 1999.

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

